

ÉDUCATION

Le Cnapest en grève ouverte en novembre

Le Conseil national des professeurs et enseignants du secondaire et du technique (Cnapest) passe à la vitesse supérieure. A compter de la seconde semaine du mois de novembre, il entrera en grève d'une semaine reconductible de manière automatique. La date exacte du début de cette grève sera fixée lors d'une prochaine réunion dans le cadre de la concertation avec les syndicats autonomes.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - A l'issue de son conseil national tenu les 9 et 10 octobre derniers, le Cnapest est arrivé à la conclusion selon laquelle le ministère de l'Éducation n'a visiblement pas retenu la leçon du débrayage du 5 octobre. A l'unanimité, ses membres ont approuvé l'option de la grève reconductible. A l'origine de leur mécontentement, non seulement le silence observé par la tutelle après la récente grève mais également la récente instruction d'Ouyahia selon laquelle le régime indemnitaire n'aurait pas d'effet rétroactif et qu'il ne sera applicable qu'après sa publication au Journal officiel. Une nouvelle qui a surpris les syndicalistes qui insistent sur le principe de rétroactivité.

Le Cnapest revendique également l'ouverture du dossier des œuvres sociales et de la médecine du travail. La décision du Cnapest confirme l'intention des syndicats autonomes de maintenir la pression et de paralyser le secteur de l'éducation. Des actions communes ne sont pas à écarter dans le cadre de l'Intersyndicale qui avait donné le ton le 5 octobre dernier en mobilisant les enseignants et en paralysant le secteur de l'éducation. Le Conseil des lycées d'Algérie (CLA), le Conseil national des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Cnapest), le Syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et de la formation (Satef), le Cnes, le Syndicat national auto-



Photo : Samir Sid

Maintenir la pression et paralyser le secteur de l'éducation.

me du personnel de l'administration publique (Snapap, éducation) avaient réussi leur première action de protestation

d'une année scolaire qui s'annonce mouvementée.

Ils réclament la promulgation du régime indemnitaire, la révision du statut

particulier de l'enseignant, la retraite après 25 ans de service, la revalorisation du point indiciaire, une école publique de qualité, la fin

du système de contractualisation et l'abrogation de l'article 87 bis concernant le calcul du Snmg.

N. I.

OCTOBRE 1988-OCTOBRE 2009

La claire vision du MDS

Octobre, mois des feuilles mortes mais aussi, par la force des contingences, des bonnes feuilles politiques. Comme celles que produit le Mouvement social et démocratique (MDS). Le 5 octobre, simple émeute ou mouvement social profond, fait partie de ces actualités durables.

Sofiane Aït-Ifilis - Alger (le soir) - Du moins, et c'est toujours ça de pris sur l'amnésie qui semble ronger notre société, le 5 octobre incite à l'effort de réflexion, loin des facilités qu'offrent les célébrations libellées officielles.

Ce n'est pas rien que de s'amuser à des comparaisons avec les temps actuels qui peuvent apparaître comme des raccourcis saugrenus. Le MDS, même s'il éprouve du mal à faire valoir un poids électoral, reste tout de même un acteur politique qui garde un œil lucide sur la situation du pays.

Dans une longue déclaration, le parti série les travers de notre société, vingt et un ans après l'irruption volcanique d'octobre 1988.

Que constate-t-il, ou plus précisément que dénonce-t-il ? Il alerte contre les velléités affichées d'amnistie générale au profit des terroristes islamistes et met le doigt sur la plaie doulou-



Photo : Samir Sid

Ahmed Ouyahia fustigé.

reuse de l'économie nationale.

Juste vision en somme du Comité économique et social du MDS qui lie entre le désarroi des patriotes condamnées sans clémence comme des moins que rien et la gabegie économique ambiante. «Le Comité économique et social du MDS condamne la stratégie du gouvernement

Ouyahia qui aggrave la situation économique et sociale.

Le bilan de ce gouvernement de l'alliance FLN/RND/MSP est si lourdement pénalisant que les perspectives d'une croissance plus vigoureuse s'en trouvent compromises en dépit des sacrifices importants consentis par la population et les entreprises.

Il faut ajouter à ce bilan catastrophique le manque de visibilité, la manipulation des résultats électoraux et des indices économiques et sociaux, le maintien en détention et même la condamnation à mort du Patriote Mohamed Gharbi, le harcèlement de la presse et les atteintes à la liberté d'expression, l'exacerbation des

conflits tribaux, les attaques répétées contre les libertés religieuses par l'interpellation de jeunes qui ne pratiquaient pas le Ramadan à Alger ou Sétif et la remise en cause de la mixité dans les cités universitaires à Boumerdès. Il fournit ainsi à l'islamisme matière à se redéployer, tandis que ses alliés de Sant'Egidio sont couvés.

Des rumeurs concernant le changement de ce gouvernement laissent penser que Bouteflika voudrait par un tour de passe-passe essayer de détourner l'attention des enjeux de la crise.

La tentation peut être grande de présenter un gouvernement de technocrates ou même de compromis national qui dissimulerait mieux l'orientation politico-idéologique du pouvoir.

Ce n'est pas en s'obstinant dans une voie sans issue, au prix de dégâts exorbitants, que Bouteflika pourra détourner de la question de la rupture et empêcher l'accentuation de la polarisation du champ politique et social en deux camps porteurs de deux projets de société diamétralement opposés», note le MDS. Claire vision de la réalité nationale que ce que livre le parti cher au défunt El-Hachemi Cherif.

S. A. I.